



Département de la
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/02/2018

Publication : 06/02/2018

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

D.2018.01/13

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 29 janvier 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	27
Nombre de Pouvoirs	6
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **02 février 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **29 janvier** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 22 janvier, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (à partir D.05), Gérard **DELAHAYS**, Karine **LOUISET**, Stéphanie **ONFROY**, Franck **DORAY** (à partir D.20), Liliane **HIPPERT**, Frédéric **LE CAM**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Dominique **THINNES** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Marie-Christine **BASSET** donne pouvoir à Pascal **LEFEBVRE**
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Marie-Paule **DESHAYES**
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**
Juliette **LOZACH** donne pouvoir à Stéphanie **ONFROY**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 29 janvier 2018

2018.01/13

MARCHES PUBLICS : Transmission des actes soumis au contrôle de légalité – Avenant n° 2 à la convention - Signature – Autorisation

Mr Dominique THINNES, Adjoint au Maire – Par convention signée en avril 2009, la Ville s'est engagée à transmettre par voie électronique au Sous-Préfet du Havre certains actes respectant les formats définis par la norme d'échange. Les types d'actes étaient définis de la façon suivante :

- L'ensemble des délibérations du conseil municipal,
- L'ensemble des décisions prises,
- L'ensemble des arrêtés,

Un avenant signé en 2011, précisait que tous ces actes seraient accompagnés le cas échéant des documents ou, selon les cas, des projets de documents s'y rapportant (conventions, avenants, règlements, rapports d'activités...). L'avenant fixait la liste des documents qui transmissibles uniquement sur support papier :

- Les autorisations d'urbanisme (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclarations préalables et certificats d'urbanisme) ;
- Les documents budgétaires (budgets et comptes administratifs des budgets principaux et des budgets annexes de la collectivité) ;
- Les marchés publics, à l'exception des marchés pour lesquels une offre a été transmise de manière dématérialisée à la mairie (ces marchés publics seraient alors communiqués à la Sous-Préfecture sur support CD).

Aujourd'hui, il est nécessaire d'étendre le périmètre des actes de la collectivité télétransmis au représentant de l'Etat suivant la liste définie ci-après :

- Les extraits du registre des délibérations du conseil municipal, et leurs annexes, quelle que soit la matière ;
- Les délibérations budgétaires, sous format PDF, sur l'application ACTES et les documents budgétaires, sous format XML, sur le module Actes Budgétaires ;
- Les décisions prises par le maire sur délégation du conseil municipal en application de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales, et leurs annexes, quelle que soit la matière ;
- Les actes à caractère réglementaire pris par les autorités communales dans les domaines qui relèvent de leur compétence en application de la loi, et leurs annexes, quelle que soit la matière ;
- Les actes de la commande publique relevant de la matière 1 dans la nomenclature des actes, à l'exclusion des actes relevant de la sous-matière 1.1 (délégations de service public) ;
- Les actes relatifs à la fonction publique territoriale relevant de la matière 4 dans la nomenclature des actes,

Néanmoins, les actes accompagnés de pièces annexes volumineuses ou incompatibles avec les normes d'échanges, pourront être transmis sous format papier.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU la convention signée le 17 avril 2009 entre le représentant de l'Etat et la commune de Montivilliers ;

VU l'avenant n° 1 signé le 17 février 2011 ;

CONSIDERANT

- La nécessité de dématérialiser les actes transmis au contrôle de légalité et d'en définir les conditions,

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé de l'urbanisme, de l'habitat, des marchés publics, et des travaux bâtiments ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'autoriser le Maire à signer** l'avenant n° 2 à la convention concernant la transmission dématérialisée des actes soumis au contrôle de légalité ;

Imputation budgétaire
Sans incidence financière

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ par le Conseil Municipal.

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre dûment signé.*



